*Entretien avec M. Guo Yezhou, vice-ministre de l’IDCPC*

La rencontre était très formelle, avec une intervention de M. Guo Yeshou, une intervention de notre chef de délégation et une (très rapide) discussion.

« Le PCC compte 90 millions de membres et environ 4 millions de sections. A sa création, il était composé d’une cinquantaine de membres. Pourtant, il a pris le pouvoir en 1949 et créé la Nouvelle Chine. À l’époque, le PIB par habitant était de 280 RMB contre 13 000 RMB aujourd’hui. De même, en 1949, la production nationale était embryonnaire et tout était importé alors qu’aujourd’hui, la Chine dispose du système industriel le plus complet du monde. L’espérance de vie est passée de 30 ans en 1949 à 77 ans en 2022 et la pauvreté absolue a été éradiquée pour les 1,4 Mds de Chinois. La Chine est un des principaux partenaires commerciaux de plus de 140 pays et le 1er partenaire de 120 pays, malgré les blocages actuels des échanges par l’Occident.

Selon M. Guo, ces performances économiques ont deux causes : la direction du PCC et la poursuite de la voie socialiste. Il a affirmé que cette orientation ne changerait jamais en Chine.

Il a ensuite longuement parlé de la politique internationale de la Chine, notamment des BRICS. Selon lui, l’existence même des BRICS (dans sa version à 5) et le fait que l’accord fonctionne entre des pays pourtant si différents les uns des autres sous tous les points de vue prouve que les différences de culture, de modèle économique, de système politique, etc. n’empêchent pas les pays de coopérer, à condition que la base de cette coopération soit l’égalité absolue et le respect mutuel. Ce sont ces deux principes de base qui permettent de dépasser les différences et d’organiser la coopération.

Les BRICS sont un succès, témoin le nombre de pays qui ont souhaité y adhérer. C’est pourquoi la Chine a promu le format BRICS+ dont le premier sommet a eu lieu en 2023. Plus de 20 pays avaient candidatés pour y adhérer et 6 ont été retenus. L’élection de Milei en Argentine peut entraîner une remise en cause de l’adhésion de ce pays mais cela n’est pas grave. L’idée est que les BRICS sont une structure ouverte, sans contraintes pour ses membres. Malgré les revers momentanés, M. Guo est convaincu que l’esprit des BRICS – dépasser les différences culturelles, politiques et sociales pour établir des coopération gagnant-gagnant - sera de plus en plus soutenu et attirant pour les peuples du monde.

Le discours occidental insiste sur une soi-disant rivalité entre les pays occidentaux et les pays de BRICS mais cela est faux car la Chine n’a pas d’ennemis mais seulement des intérêts communs avec les autres peuples du monde.

En 2023, Macron avait émis la volonté d’intégrer les BRICS. A priori la Chine n’est pas contre mais, pour le moment, les BRICS sont ouverts uniquement aux pays émergents. Or, la France est non seulement un pays industrialisé mais elle est membre de l’OTAN et de l’UE, ce qui pose quand même quelques problèmes.

Ceci étant dit , les BRICS fonctionnent à plusieurs niveaux de participation - appartenance/coopération/observateurs - et rien n’empêche que la France s’inscrive dans des programmes de coopération. Les BRICS, par exemple, comportent plusieurs commissions scientifiques dans lesquelles la France pourrait être admise.

Plus généralement, M. Guo réaffirme le fait que la France, la Belgique et le Luxembourg sont des amis de la Chine au sein de l’UE. Zhou Enlaï et Deng Xiaoping ont vécu en France où ils ont contribué à construire le PCC. La France est le premier pays occidental à avoir reconnu la Nouvelle Chine. La confiance règne donc entre les peuples français et chinois et il existe des liens très forts entre les chefs d’Etat des deux pays. L’année prochaine, auront lieu les 60 ans des relations diplomatiques franco-chinoises et le PCC souhaiterait vivement que des célébrations soient organisées conjointement.

Les relations sino-belges, quant à elles, sont également bien développées. Xi Jinping échange des courriers avec le président belge. Le Luxembourg est également un ami et fait partie de l’initiative « La Ceinture et la Route ».

Cette initiative, selon le dirigeant chinois, est comme une lettre d’invitation : si vous êtes d’accord avec ses principes de base, vous êtes les bienvenus pour y participer. Vous pouvez également en sortir librement comme vient de le faire l’Italie mais la porte reste toujours ouverte pour ceux qui voudraient y participer de nouveau. Il n’y a pas de contraintes.

Depuis ses dix ans d’existence, l’initiative « La ceinture et la route » a permis à plus de 2000 projets de coopération de naître. 40 M de personnes dans le monde y ont tiré profit. Lors du 3e sommet de la Ceinture et la Route en octobre 2023, 3000 personnes ont souhaité y participer. Ils ont donc dû fermer les inscriptions car c’était trop. Raffarin y a représenté le gouvernement de Macron mais peu d’autres représentants des pays européens ont été présents, prétextant la présence de Vladimir Poutine.

La Chine ne force personne à participer à cette initiative mais la porte est toujours ouverte. Les infrastructures dans les pays du tiers-monde sont peu développées et peuvent être considérablement améliorées. Or, l’initiative la Ceinture et la Route n’est pas suffisante. C’est pourquoi le gouvernement chinois est ravi de l’annonce de la création de l’initiative Global Gateway de l’UE. Ce type d’initiatives ne peuvent qu’aider les pays en développement et les Chinois souhaiteraient que les deux initiatives puissent coopérer.

La construction d’infrastructures est vitale pour les peuples du monde et le gouvernement chinois est confiant dans le fait que les gouvernements occidentaux en sont conscients. Cette initiative et les autres types d’initiatives en cours, ne peuvent qu’être des réussites dans l’avenir. C’est le développement des infrastructures qui permet de développer les pays. Un dicton chinois dit « Si on veut gagner de l’argent, il faut d’abord construire des routes et assurer le transport. »

À l’issue de son intervention, M. Cheminade a assuré le soutien de son organisation au gouvernement chinois, à son projet de développement et aux Nouvelles Routes de la Soie, qui offre au monde un nouveau modèle de coopération interétatique fondé sur des valeurs d’entraide et de prospérité commune.

M. Guo m’a alors demandé ce que signifiait mon titre « Secrétaire de direction du Comité des travailleurs privés d’emploi et précaires de la CGT » et m’a interrogé sur la manière dont nous réglions les problèmes de précarité en France. En effet, j’ai su plus tard qu’une des grandes problématiques de la Chine actuellement est le taux de chômage très important, notamment chez les jeunes (20% de chômage chez les jeunes) et l’explosion du travail précaire (livreurs, petits entrepreneurs, etc.). Ils cherchent des solutions pour résoudre les problèmes que posent ces nouveaux statuts de petits patrons, de travailleurs temporaires, de chômage, etc. Sa question m’a surprise car elle mettait de nouveaux en exergue une différence de niveau d’analyse et d’action entre eux et nous, lié au fait qu’ils dirigent un pays et ont le pouvoir institutionnel d’agir tandis que nous sommes des opposants politiques ne disposant d’aucun autre levier que la lutte populaire pour pallier les maux principaux de notre société. En réalité, je pense qu’il me demandait comment, en France, nous luttions contre la précarité et les nouveaux statuts, c’est-à-dire quels étaient les instruments légaux, politiques, institutionnels et politiques que nous mettions en place pour résoudre le chômage de masse. Ma réponse était donc inévitablement à côté de la plaque car, de fait, nous n’avons que peu de leviers autre que la solidarité de classe et la lutte contre nos dirigeants (au sens large) pour pallier ces problèmes. Je lui ai tout de même expliquer les attaques que subissaient les travailleurs actuellement, la manière dont, par le passé, les effets de cette précarité avaient pu être contrecarrés (via l’assurance chômage, le CDI, etc.), la remise en cause actuelle de cette protection et la nature de notre travail comme syndicalistes et agitateurs politiques.